

## **DÉCLARATION LIMINAIRE**

Monsieur le directeur académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

Il y a quelques jours, notre ministre, qui n'a pas le temps de travailler sur nos revalorisations salariales avant 2027, en a trouvé pour de se mettre en scène dans une vidéo qui fait la promotion de l'opération « Un livre pour les vacances ». Nous vous ferons grâce de nos analyses sur la prestation cinématographique de l'acteur principal ou sur les stéréotypes de genre véhiculés par ce clip qui en font un outil pédagogique intéressant pour animer les séances égalités filles-garçons de nos collègues. Par contre, nous souhaitons nous arrêter, en ce jour d'examen de la carte scolaire, sur la première réplique d' Edouard Geffray qui déclare avec un air surpris en faisant son entrée dans une BCD : « Oh ben tiens, des élèves ! »

Et là, tout s'éclaire ! La voilà la raison des suppressions de postes ! Au niveau ministériel, les élèves sont devenus une espèce en voie de disparition, des statistiques désincarnées que l'on traite dans un tableau Excel, des graphiques pour expliquer que c'est mathématique ! Moins d'élèves, c'est moins de professeurs ! Comme si d'autres choix politiques n'étaient pas possibles.

Ce matin, nous sommes réunis pour examiner vos propositions de carte scolaire. Cet exercice d'équilibriste annuel s'apparente année après année à une carte de gestion de la misère...

Comment ne pas constater que les moyens alloués à l'Éducation nationale ne sont plus à la hauteur des ambitions affichées ? Les

suppressions de postes au regard des besoins réels et des différentes problématiques aux quelles les enseignantes et les enseignants doivent répondre aujourd'hui conduisent à une dégradation continue des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des personnels.

Derrière les tableaux Excel et les indicateurs, il y a pourtant une réalité bien concrète : des classes chargées, des élèves moins bien accompagnés, des équipes épuisées. Le ministère va devoir être particulièrement créatif pour expliquer qu'avec moins d'enseignants, moins de remplaçants, moins de personnels spécialisés, on va quand même réussir à individualiser les parcours, renforcer l'inclusion et lutter contre les inégalités.

Mais l'Éducation nationale n'est pas seule à souffrir. Elle s'inscrit dans un écosystème éducatif plus large, aujourd'hui lui aussi précarisé. Les acteurs de l'éducation populaire voient leurs moyens se réduire, leurs missions se complexifier. L'ASE et l'ARS sont en grande difficulté, avec des professionnels en nombre insuffisant pour répondre à des situations toujours plus lourdes. Partout, les signaux d'alerte sont les mêmes : surcharge, manque de moyens, perte de sens.

Et pourtant, c'est bien l'ensemble de ces acteurs qui permet, au quotidien, d'accompagner les enfants et les jeunes, notamment les plus fragiles. Lorsque l'un vacille, c'est tout l'édifice qui tremble et au bout du compte ce sont bien les enseignantes et les enseignants qui se retrouvent à devoir gérer, aider, accompagner ces enfants et leurs familles.

Dans ce contexte, la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Alsace ne peut se satisfaire d'une carte scolaire qui se contente d'ajuster la pénurie.

Nous portons au contraire des exigences claires :

- Des moyens humains à la hauteur des besoins, pour garantir des effectifs de classe permettant un réel accompagnement pédagogique ;

- Le renforcement des dispositifs d'aide et de suivi des élèves, en particulier pour les plus fragiles ;
- Une politique ambitieuse en faveur de l'école inclusive, avec des personnels formés, reconnus et en nombre suffisant ;
- Le développement des RASED et des postes spécialisés, indispensables pour prévenir et traiter les difficultés scolaires ;
- Une meilleure prise en compte des réalités sociales des territoires, afin de réduire les inégalités.

Nous rappelons que l'inclusion, l'accompagnement individualisé, le vivre ensemble et la réussite de tous les élèves ne peuvent pas reposer uniquement sur l'engagement — pourtant remarquable — des équipes. Le dévouement ne peut pas être une variable d'ajustement budgétaire.

Alors oui, nous continuerons à porter ces revendications, parce que nous croyons encore que l'École publique peut être autre chose qu'un système sous tension permanente et qu'elle est indispensable à notre société et notre pays.

Si l'on veut vraiment une école de la réussite pour tous, il faudra bien, à un moment, que nos hommes et femmes politiques arrêtent de demander aux personnels de faire des miracles au quotidien ou qu'au moins ils nous fournissent la baguette magique.